

Services publics : à Firmi, le 31 mars

dimanche 8 avril 2007, par [Correspondant\(es\)](#), [MEZZI Dominique](#), [NGUYEN Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2007).

Après Guéret en 2005, c'est à Firmi (Aveyron) qu'aura lieu la prochaine fête nationale des services publics à l'appel de la Convergence nationale de défense des services publics.

Sommaire

- [SERVICES PUBLICS : 2 000 \(...\)](#)
- [Firmi, symbole national](#)
- [A Firmi, le 31 mars](#)

SERVICES PUBLICS : 2 000 à Firmi

Christian Nguyen

* Paru dans Rouge n° 2200 du 5 avril 2007.

Bilan en demi-teinte pour le « Printemps des services publics » de Firmi qui a vu, malgré tout, défiler plus de 2 000 manifestants dans les rues de cette petite ville de l'Aveyron, avec l'absence remarquable de l'ensemble des candidats à la présidentielle. « Ils (elles) devraient s'inspirer de ce citoyen qui est venu nous rejoindre de Cherbourg en scooter », lance ironiquement Pierre Pantanella, co-animateur du collectif service public aveyronnais. Il est vrai que, déjà, lors des États généraux du service public du 10 mars dernier à Paris, seul Olivier Besancenot avait fait le déplacement pour affirmer sa solidarité.

Les participants ont apporté, dans les débats de la journée, leurs multiples et émouvantes expériences des attaques que subissent les services publics, secteur par secteur. Des témoignages d'intermittents du spectacle, d'usagers et de professionnels de la santé, de militants de Droit au logement et, plus globalement, de salariés et usagers de l'ensemble des secteurs publics, sans oublier ceux à conquérir comme celui de l'eau. Tous convergent sur le constat que ces attaques visent à retirer du service public tout ce qui peut rentrer dans la logique marchande en laissant la partie non rentable à la charge de la collectivité. Derrière l'appétit des multinationales, ressort également la volonté de casser le lien social, cette solidarité fraternelle que symbolise encore le service public, par un nivellement de plus en plus bas des vecteurs d'émancipation, comme l'éducation et la culture, transformant les citoyens en consommateurs.

La manifestation de l'après-midi a fait la part belle aux différentes délégations de collectifs venues rejoindre les Aveyronnais, par exemple celles de la Haute-Garonne, du Puy-de-Dôme, de l'Ardèche, de la Charente, de Paris, des Bouches-du-Rhône, du Gers ou de la Creuse, qui reprenaient avec force une Internationale festive avec le soutien musical d'un très bon groupe de musiciens venus de Guéret. C'est d'ailleurs dans la capitale de la Creuse que, la veille, la candidate du Parti socialiste, après avoir sollicité une rencontre avec le collectif service public, décida de l'annuler. Il est vrai que, ce matin-là, quelques flocons de neige tombaient doucement sur le sol creusois...

Firmi, symbole national

* Paru dans Rouge n° 2198 du 22 mars 2007.

Firmi, commune de 2 635 habitants près du bassin houiller de Decazeville : la lutte pour la défense des services publics a mobilisé toute la population ces derniers mois. La plus récente concerne la poste. À Firmi, La Poste a modifié sans concertation le fonctionnement du bureau en supprimant le poste de chef d'établissement, en réduisant l'amplitude d'ouverture, en fermant le lundi matin. Tout cela alors que le courrier a de plus en plus de retard. En mars 2006, un Collectif de convergence des services publics s'est construit. Une prise de position a mobilisé un tiers des habitants de la ville. Le maire de Firmi, Roger Lajoie-Mazenc (divers gauche), a alors décidé d'impulser, en janvier 2007, un référendum d'initiative populaire demandant à la population si elle approuvait les modifications de La Poste. Ce fut un vrai succès, la population se prononçant à une majorité écrasante contre ces modifications. La préfecture s'est empressée d'annuler ce vote sous prétexte que l'organisation des services publics ne pouvait faire l'objet d'un référendum. Cette initiative a dopé la mobilisation de la population et plus de 600 personnes ont participé, le 13 janvier, à Firmi, à un meeting unitaire de défense des services publics.

Mais Firmi, une des cinq communes du bassin houiller de Decazeville, a connu bien d'autres luttes, notamment contre les fermetures des mines et la casse de la métallurgie. Depuis plusieurs années, la résistance populaire s'organise contre la casse des services publics et la désorganisation du territoire. Avec, en particulier, pendant cinq ans, une lutte acharnée et finalement victorieuse contre la fermeture de l'hôpital et de la maternité de Saint-Affrique et une manifestation de 7 000 personnes (sur environ 18 000 habitants). Il y a eu aussi l'occupation et l'arrêt des trains durant onze jours en gare de Cransac contre la fermeture de celle-ci et pour la défense de la ligne SNCF Paris-Rodez.

C'est pourquoi la Convergence nationale de défense des services publics, après les états généraux du 10 mars, a lancé un appel à une mobilisation vers Firmi, comme symbole national, à l'image de Guéret en mars 2005. « Nous invitons les candidat-e-s à venir y prendre l'engagement d'assigner aux services publics un rôle majeur [...] au service de la satisfaction des besoins des populations. »

Après Guéret, faisons de Firmi un nouveau symbole de la lutte pour la défense et le développement des services publics.

Correspondant

Programme de la fête du 31 mars

- 9h : accueil des participants
- 10 h 30-12 h : ateliers
- 12 h : apéritif et repas
- 13 h 30-15 h : ateliers
- 15 h : manifestation dans les rues de la ville avec animation musicale, puis plantation d'un arbre symbole des services publics,
- 17 h : restitution des débats des ateliers et conclusion.

A Firmi, le 31 mars

Les états généraux du service public, qui se tenaient le 10 mars à Paris, ont été un vrai succès, en attendant Firmi, le 31 mars.

* Paru dans Rouge n° 2197 du 15 mars 2007.

Dominique Mezzi

Avec 600 participants, les états généraux du service public, le 10 mars, ont rempli leur mission de carrefour de mouvements, de confrontation pour la présidentielle et de relance des luttes unitaires. La première leçon, c'est la diversité et le foisonnement des forces rassemblées et, surtout, la richesse des collectifs régionaux. Les collectifs de Charente, de Creuse, de Savoie, du Rhône, du Nord, de Bretagne, de Cambrai, du Calvados, du Lot, de la Haute-Garonne, de l'Ardèche, du Val-de-Saône, du Gers, des Bouches-du-Rhône, de l'Aveyron, d'Alonnes, du Bas-Rhin, avaient fait le déplacement. Un porte-parole de Savoie, dans le débat confrontant les candidats à la présidentielle (seul Olivier Besancenot est venu) ou leurs représentants (PS, PCF, Verts, J. Bové, G. Schivardi) résume bien la dynamique des collectifs : « *En Savoie, nous sommes une trentaine d'organisations, mais très vite à l'aise ensemble. Malgré les "vicissitudes" électorales, notre mouvement est solide. Cela ressemble un peu au Conseil national de la Résistance, évoqué aujourd'hui.* » « Résistance » est d'ailleurs un des mots d'ordre fondateurs de la Convergence, depuis Guéret 2005.

La Convergence se confirme comme la mise en réseau des confédérations et fédérations syndicales, de nombreuses associations, des élus (communes rurales, maires communistes et républicains) et partis politiques. Mais c'est aussi une maison ouverte, où passent d'autres réseaux fédératifs, comme les états généraux de l'assurance-maladie (Egsam), le Collectif national pour les droits des femmes (qui a posé avec force l'exigence montante d'un service public de la petite enfance), ou la Coordination nationale de défense des hôpitaux de proximité, etc.

Nous passions sans arrêt, au cours de la journée, d'un regard à l'autre, comme dans les Forums sociaux européens. Des syndicalistes aux « politiques » et, réciproquement, d'un témoignage de vie (l'Union nationale des retraités a posé la question de la socialisation du troisième âge) à une alerte (par exemple, sur les méthodes d'infiltration des multinationales de l'eau dans les espaces démocratiques), ou à un éclairage du terrain, un compte rendu de lutte. L'horizon thématique de la Convergence s'élargit donc sans cesse : petite enfance, retraités, bataille pour la remunicipalisation de l'eau (qui commence à Paris), pétition européenne pour une directive sur les services publics soutenue par la Confédération européenne des syndicats, etc.

Seule fausse note (à réfléchir) : peu de jeunes, comme si la notion de services publics portée jusqu'ici ne « parlait » pas à la jeunesse. Maintenant : place à la mobilisation ! Le collectif de l'Aveyron appelle à une grande manifestation nationale à Firmi, le 31 mars. Ce collectif se bat pied à pied pour sa gare, son hôpital, son bureau de poste. Un référendum d'initiative populaire vient d'être dénoncé par la préfecture. Bref, « ça bouge » ! Faisons de Firmi un « Guéret numéro deux », comme y invite le porte-parole de la Convergence, Bernard Defaix.

• <http://www.v-s-p.org>.